

## **Enseignement et extrême droite : Comment lutter ?**

### **Notre vision de l'extrême droite :**

Nous refusons de réduire l'extrême droite à quelques partis. C'est une stratégie politique concrète qui vise à protéger les systèmes matériels d'exploitation (capitalisme, patriarcat et racisme) lorsque ceux-ci, par leur accentuation et leur aggravation, rendent les inégalités toujours plus invivables pour celles et ceux qui en subissent les effets. Cette pratique politique repose sur la production d'une lecture dévoyée de la souffrance sociale : plutôt que d'en interroger les causes structurelles, elle en détourne la responsabilité vers des groupes construits comme coupables.

Ceux-ci sont alors présentés comme les agent·es de la dégradation et de la perversion d'une unité nationale fantasmée.

L'extrême droite est ontologiquement (intrinsèquement) violente : les stratégies de sa prise de pouvoir reposent entre autres sur l'usage de milices paraétatiques, supposées rétablir ou surveiller l'ordre là où l'État ne le pourrait plus, et ayant en réalité pour fonction l'intimidation des militant·es et des paroles opposées par le contrôle matériel des espaces.

Ces quinze dernières années, l'extrême droite a énormément gagné en pouvoir médiatique en prenant le contrôle de nombreuses chaînes d'info, radios, maisons d'édition et titres de presse. Les contenus racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, nationalistes, eugénistes, etc... envahissent les ondes. Les paroles violentes se banalisent, et là où dans la loi, elles demeurent des délits, deviennent dans les faits des opinions que tout un chacun peut exprimer. Ce raid politique et idéologique se mène également sur les réseaux sociaux et on assiste à un véritable backlash contre les femmes et les minorités de genre. Ces actions en ligne des mouvements masculinistes ne sont pas à prendre à la légère, leur visée est d'atteindre réellement les droits des femmes et des minorités de genre, afin de les amoindrir.

## **L'extrême droite dans notre secteur d'activité :**

La prise de pouvoir de l'extrême droite relève d'un processus progressif de destruction des institutions qui, par leur seule existence, font obstacle à ce projet mortifère et en premier lieu, l'école et l'université publiques.

Ne se limitant pas aux partis revendiquant une telle idéologie, ce processus ne fait qu'appuyer et multiplier les offensives auxquelles nous sommes confronté·es aujourd'hui.

Les mineur·es exilé·es non accompagné·es et les étudiant·es étranger·es voient leur droit à la scolarisation attaqué de plein fouet. Accéder à l'école, à l'université, et simplement pouvoir y rester est un parcours d'obstacles toujours plus violent. Aussi, les élèves étranger·es dans les premier et second degrés connaissent des parcours migratoires toujours plus difficiles avec des conséquences pour leur santé physique et psychique. Ils et elles sont les premiers touché·es par les baisses de moyens rendant leurs conditions d'intégration dans l'école plus difficiles avec des effets à long terme sur leurs parcours scolaire et professionnel.

Explosion des frais d'inscription, suppression des APL, durcissement des OQTF à travers les circulaires Darmanin et Retailleau : tout est mis en place pour précariser leurs conditions d'études, et rendre leurs conditions de vie intenable. Ces attaques, loin d'être isolées, témoignent d'une politique structurelle visant à l'expulsion de fait de ces personnes jugées indésirables et présentées comme à l'origine des difficultés de nos sociétés.

Dans le même temps, nos lieux d'études et de travail deviennent des espaces de lutte et d'affrontement avec l'extrême droite. Certains personnels et usager·es utilisent ouvertement la rhétorique de l'extrême droite sans retenue, comme au lycée Jean Renoir à Bondy.

Plus largement, la réduction continue des budgets publics, le soutien accru au secteur privé et la dégradation organisée de nos conditions de travail visent à la destruction de toutes institutions qui produisent du lien social et du commun, premier rempart contre l'extrême droite.

## **Comment construire un autre horizon politique ?**

C'est pourquoi, il nous paraît plus que jamais nécessaire de définir un cadre d'action qui permette à notre syndicat de nous défendre, mais surtout de proposer et construire un horizon de lutte. Il est alors indispensable de penser et acter la reconstruction d'un commun : lutter contre l'extrême droite ne peut se faire par le biais d'une minorité ou de luttes isolées. Seule la force d'un front déterminé, organisé, populaire et massif peut la stopper.

- Rencontrons-nous, débattons, organisons-nous ! Multiplions les espaces de discussion réguliers, ouverts et réellement accessibles à toutes et tous. Faisons-en des lieux vivants d'échange, de confrontation d'idées et de construction

collective. C'est ainsi que nous ferons grandir notre conscience commune et que nous renforcerons nos liens.

- Rien ne se construira sans confiance, sans solidarité et sans engagement partagé. C'est en nous appuyant sur le collectif que nous pourrions dépasser l'isolement, partager nos expériences et élaborer des stratégies à la hauteur des enjeux. En tant que militant·es de SUD Éducation Paris, nous avons la responsabilité de porter cette dynamique.
- Agissons sur le terrain avec les premier·es concerné·es ! Faisons entendre leurs voix et défendons leurs droits, comme nous le faisons avec les luttes des MNA.
- Agissons sur nos lieux de travail en rendant visibles les attaques concrètes et quotidiennes de l'extrême droite sur nos outils et conditions de travail. Remettons au centre de nos lieux de travail des espaces de discussion, de débat, d'interrogation de ces attaques comme de nos pratiques.
- Combattons ensemble, ici et partout ! Intensifions notre combat intersyndical et internationaliste pour unir nos forces contre toute forme d'oppression.

Le moment n'est plus à tergiverser ni à remettre en cause la légitimité de certaines actions, même lorsque des désaccords existent sur les choix opérés par les camarades antifascistes. Face à la montée des forces réactionnaires, nous n'avons plus le luxe des divisions stériles. Il est temps de resserrer les rangs, de faire bloc, et d'assumer pleinement nos responsabilités politiques.

Les désaccords ne doivent pas se régler à distance, dans des communiqués ou à travers les médias, qui ne font que fragmenter davantage nos forces. Ils doivent être affrontés (discutés) là où se mène réellement la lutte : dans nos organisations, dans la rue, dans les espaces collectifs. C'est dans ces cadres que peut se construire un rapport de force réel, ancré dans la pratique et la solidarité.

Nous devons œuvrer à bâtir un front antifasciste large, structuré et durable, capable de tenir dans le temps, y compris face aux cycles électoraux qui freinent la construction de mouvements sociaux. Il nous faut un antifascisme radical et syndical, enraciné dans les luttes sociales, qui refuse de se laisser piéger par les illusions institutionnelles et les faux choix imposés par le jeu démocratique tel qu'il est organisé aujourd'hui.

Dans un contexte international de plus en plus hostile, cette nécessité devient urgente. L'administration de Donald Trump prépare un sommet international, envisagé pour l'été, avec pour objectif de coordonner la répression contre le mouvement antifa et d'autres organisations de gauche, notamment à travers le renforcement du partage de renseignements entre États partenaires. Cette offensive n'est pas isolée : elle s'inscrit dans une dynamique globale de criminalisation des luttes et de coopération accrue entre gouvernements.

Face à cela, notre réponse doit être à la hauteur. Il est indispensable de renforcer les solidarités au-delà des frontières, de tisser des liens toujours plus solides, concrets et durables avec les camarades à l'international. C'est en construisant ces réseaux de solidarité, en partageant nos expériences et en coordonnant nos efforts que nous pourrons opposer une force collective capable de résister et de riposter.

### **Comment réagir et se protéger ?**

Cependant, ces réflexions ne peuvent exclure le cas d'une prise de pouvoir plus directe ou finale de l'extrême droite nous engageant nécessairement à réfléchir à :

- la mise en place de dispositifs internes de protection de la structure et de ses militant·es ;
- réflexion de fond sur les liens intersyndicaux existants et à construire ;
- renforcer nos liens avec les collectifs et associations qui luttent contre la précarité, pour le lien social, contre toutes formes de discriminations, contre le fascisme, et ouvrir notre syndicat à tous les personnels qui luttent contre cela ;
- une équipe ouverte commencera en septembre un travail permettant d'organiser des événements publics, notamment festifs, pour mettre en oeuvre ces engagements.
- SUD éducation Paris développera l'organisation d'événements sur la pédagogie antifasciste.
- SUD éducation Paris construira des complicités comme en participant aux initiatives des collectifs tels que le collectif des Jeunes du Parc de Belleville ou les assemblées générales d'arrondissement et les comités de soutien qui naissent dans les quartiers ;
- SUD éducation Paris organisera un groupe de travail contre le tri scolaire ;
- nous nous opposons au tri des étudiant·es étranger·es et nous revendiquons la scolarisation des MNA. SUD éducation Paris travaillera à la construction d'un mouvement contre la préférence nationale ;
- SUD éducation Paris participera à des événements antifascistes et antiracistes ;
- SUD éducation Paris organisera des diffs de tracts et des collages communs et interpros dans des lieux publics ;
- SUD éducation Paris travaillera au renforcement des liens entre établissements de l'ESR ;
- une équipe ouverte organisera des projections et formations sur la lutte contre l'internationale fasciste et travaillera à rencontrer des syndicats étrangers luttant sur cette ligne ;
- SUD éducation Paris continuera à accorder une attention spécifique aux luttes des personnels précaires.